

# Mobiliser les gens et les idées pour un Canada novateur, prospère et inclusif

Mémoire soumis par Universités Canada au  
Comité permanent des finances de la Chambre des communes



---

## Introduction

Le contexte mondial hautement concurrentiel d'aujourd'hui est propice à la mise en œuvre de stratégies de croissance durables et inclusives qui profiteront aux Canadiens et contribueront à la réussite économique à long terme du pays.

Les universités canadiennes sont en bonne position pour préparer un avenir socioéconomique florissant et permettre au Canada de devenir un chef de file de l'économie mondiale du savoir. Grâce à la collaboration que les étudiants et les professeurs stimulent dans leurs collectivités et dans le monde par leurs activités d'apprentissage, d'enseignement, de recherche et d'entrepreneuriat, les universités sont déterminées à bâtir un Canada novateur, inclusif et prospère.

Le budget de 2017, année du sesquicentenaire du Canada, est l'occasion de bâtir un avenir axé sur la découverte et l'innovation, sur le développement du potentiel de la prochaine génération, sur la réconciliation avec les peuples autochtones, et sur le rôle du Canada comme champion mondial du pluralisme et de la diversité. En 2017, quelque 300 000 étudiants obtiendront leur diplôme d'une université canadienne et intégreront le marché du travail. Leur formation leur aura permis d'acquérir les compétences, le savoir et l'expérience nécessaire pour se tailler une place sur le marché du travail en rapide évolution et ainsi contribuer à façonner l'avenir du pays.

Les recommandations d'Universités Canada pour le budget de 2017 cadrent avec les mesures abordées lors des consultations du Comité permanent des finances de la Chambre des communes pour aider les Canadiens, les entreprises et les collectivités urbaines, rurales et éloignées du Canada à contribuer à la croissance économique du pays.

### **Nos recommandations regroupent trois domaines stratégiques :**

- 1. la recherche et l'innovation**, en particulier le soutien transformateur et soutenu de la recherche axée sur la découverte par l'entremise des organismes subventionnaires fédéraux; le financement soutenu de la Fondation canadienne pour l'innovation; et de nouveaux investissements favorisant la collaboration internationale en matière de recherche;
- 2. l'éducation postsecondaire des Autochtones**, particulièrement l'aide financière directe aux étudiants autochtones et les initiatives visant à appuyer l'accès, le maintien aux études universitaires ainsi que la réussite des étudiants autochtones;
- 3. la mobilisation du talent**, en favorisant la mobilité étudiante à l'échelle internationale et l'apprentissage intégré au travail, de même que l'amélioration de l'information sur le marché du travail.



## **Recherche et innovation**

Les universités canadiennes ont bien accueilli le précédent budget fédéral dans lequel le gouvernement fédéral a accordé un fort appui aux universités comme moteurs de la croissance économique, de la découverte et de l'innovation, en investissant dans l'accès aux études, l'infrastructure universitaire, la recherche fondamentale, et les réseaux et les grappes d'innovation.

Depuis 1997, l'année de la création de la Fondation canadienne pour l'innovation, le Canada a réalisé des progrès remarquables pour accroître l'accès à l'enseignement supérieur, former de nouvelles générations de chercheurs de calibre mondial et bâtir des installations de recherche à la fine pointe de la technologie. Aujourd'hui, le Canada occupe une position concurrentielle à l'échelle mondiale dans divers domaines de recherche; les investissements réalisés ont porté leurs fruits. Les chercheurs universitaires ont effectué pour 13 milliards de dollars de recherche et au développement (R-D) en 2014, soit 40 pour cent du total national. Chaque année, ces chercheurs effectuent aussi pour près d'un milliard de dollars de recherche pour des entreprises, ce qui contribue à renforcer leur avantage concurrentiel.

Toutefois, les investissements ont nettement diminué au cours de la dernière décennie, et l'écart continue de se creuser entre le Canada et d'autres pays sur le plan du soutien accordé à la R-D. Entre 2006 et 2014, le Canada est passé du troisième au septième rang dans le classement des pays de l'OCDE en ce qui concerne le pourcentage du PIB consacré à la R-D dans le secteur de l'enseignement supérieur (DIRDES). Pendant cette période, les investissements du secteur privé en R-D ont eux aussi diminué. Le prochain budget doit refléter la volonté du Canada de se dépasser et de demeurer un chef de file mondial en matière d'innovation, de recherche appliquée et de recherche axée sur la découverte pour les 20 prochaines années.

Un financement stable et prévisible pour l'ensemble des éléments de l'écosystème universitaire de recherche et d'innovation (y compris l'infrastructure de recherche et la recherche axée sur la découverte) conduira aux prochaines percées scientifiques, renforcera les liens interdisciplinaires et internationaux et multipliera les possibilités pour les chercheurs en début de carrière. En outre, ces investissements permettront de soutenir la recherche axée sur la découverte et la recherche appliquée sous toutes leurs formes pour produire des connaissances qui profiteront à l'ensemble de la société.



### **Universités Canada recommande au gouvernement fédéral :**

- d'effectuer des investissements soutenus et porteurs de changements dans la recherche axée sur la découverte par l'intermédiaire de ses organismes subventionnaires afin que le Canada retrouve des niveaux de financement concurrentiels à l'échelle internationale et se hisse à nouveau au troisième rang des pays de l'OCDE en ce qui concerne les DIRDES;
- de s'engager à financer la Fondation canadienne pour l'innovation de manière soutenue, notamment pour atténuer les pressions liées à l'entretien et l'exploitation des installations de recherche existantes, et pour permettre la planification d'initiatives de transformation audacieuses; et qu'il confie à la Fondation le mandat de diriger une stratégie nationale axée sur les grands projets scientifiques;
- d'offrir du soutien pour combler les lacunes au sein de l'écosystème de recherche et d'innovation canadien, incluant un nouveau fonds consacré à la collaboration internationale en matière de recherche avec les pays partenaires.

### **Éducation postsecondaire des Autochtones**

Les universités canadiennes ont accueilli favorablement les engagements pris par le gouvernement fédéral dans le budget de 2016 afin de faire en sorte que « les peuples autochtones prennent part à la prospérité du Canada » et que « les enfants autochtones reçoivent l'éducation dont ils ont besoin et qu'ils méritent » en investissant dans l'éducation primaire et secondaire. La prochaine étape essentielle consistera à investir les sommes nécessaires pour répondre aux aspirations des étudiants autochtones de poursuivre des études postsecondaires afin de les préparer pour l'avenir.

Le Canada doit faire mieux et investir davantage pour favoriser le développement des connaissances, des compétences et du talent des jeunes autochtones et leur permettre de réaliser leur plein potentiel. À l'heure actuelle, seulement 11 pour cent des Autochtones de 25 à 34 ans possèdent un diplôme universitaire, comparativement à 33 pour cent des Canadiens non autochtones du même groupe d'âge.

L'enseignement joue un rôle de premier plan dans le processus de réconciliation. Les universités canadiennes sont déterminées à faire leur part pour combler le fossé en matière d'éducation postsecondaire et à améliorer l'accès, le maintien aux études de même que la réussite des Premières Nations, des Métis et des Inuits. Les universités s'engagent à poursuivre le dialogue et à établir des partenariats avec les collectivités et les organisations autochtones afin de mettre en place des mesures pour répondre aux difficultés particulières des étudiants autochtones.



Les universités canadiennes offrent 233 programmes d'études au premier cycle et 62 programmes d'études aux cycles supérieurs portant sur des questions d'intérêt autochtone ou spécialement conçus pour les étudiants autochtones (une hausse de 33 pour cent depuis 2013). Elles modifient leurs programmes d'études pour tenir compte de l'histoire et des réalités autochtones, favorisent les échanges interculturels entre étudiants autochtones et non autochtones, et offrent des programmes de transition, des ressources ciblées (comme des programmes de mentorat par les pairs) et des espaces de rencontre pour répondre aux besoins particuliers des étudiants autochtones.

Une aide financière accrue du gouvernement fédéral pour améliorer l'accès aux études supérieures et du soutien aux programmes qui stimulent le taux de maintien aux études et le taux d'obtention du diplôme sont indispensables pour tirer parti du potentiel inexploité des jeunes autochtones. Ces initiatives aideront à préparer la prochaine génération de leaders autochtones, y compris une nouvelle cohorte de professeurs et de chercheurs autochtones qui contribueront à intégrer les connaissances et la science autochtones au milieu de la recherche tout en favorisant le processus de réconciliation.

#### **Universités Canada recommande au gouvernement fédéral :**

- d'augmenter l'aide financière directe aux étudiants autochtones inscrits à un programme universitaire;
- d'investir dans la création de nouvelles bourses d'études pour permettre à un nombre accru d'étudiants autochtones de poursuivre des études aux cycles supérieurs et au niveau postdoctoral;
- de financer l'expansion des programmes actuels et la création de nouveaux programmes (sur campus et hors campus) qui appuient l'accès, le maintien aux études et la réussite des étudiants autochtones.



## Mobilisation du talent

La prochaine génération d'entrepreneurs, de chercheurs et d'innovateurs canadiens devra posséder un large éventail de compétences pour contribuer avec succès au marché mondial des idées; ce qui signifie donner accès à des expériences d'études à l'étranger et à des occasions d'apprentissage intégré au travail à tous les étudiants universitaires.

Les expériences d'études à l'étranger font partie de l'éducation du XXI<sup>e</sup> siècle. Toutefois, seulement 3,1 pour cent des étudiants canadiens à temps plein au premier cycle (environ 25 000) bénéficient d'une expérience à l'étranger chaque année, en dépit du fait que 97 pour cent des universités en offrent la possibilité. La collaboration intersectorielle est indispensable pour permettre aux jeunes canadiens de prendre part aux expériences internationales qui leur permettront d'acquérir les compétences internationales et interculturelles prisées par les employeurs.

Le sesquicentenaire du Canada est l'occasion de mobiliser la génération actuelle en l'incitant à participer à des expériences d'enseignement dynamiques à l'étranger afin d'acquérir des compétences et une démarche intellectuelle qui aideront le Canada à se distinguer sur la scène internationale comme pays novateur.

Le 28 juin 2016, lors d'une assemblée publique à laquelle ont pris part le président du Mexique Enrique Peña Nieto et des étudiants universitaires, le premier ministre Justin Trudeau a déclaré :

« Dans un contexte de mondialisation, les jeunes savent que plus ils en apprendront sur les réalités, les perspectives et les cultures d'ailleurs, plus ils en apprendront sur eux-mêmes et sur la place qu'ils occupent dans un monde sans cesse plus complexe. Nous devons favoriser un contexte d'apprentissage dynamique axé sur la mobilité étudiante dans l'intérêt non seulement des jeunes, mais aussi de nos pays. »

## Programme de bourses d'études de la reine Elizabeth II

Le programme de Bourses d'études de la reine Elizabeth II est une initiative menée en collaboration par la Fondation Rideau Hall, les Fondations communautaires du Canada et Universités Canada, grâce aux contributions du secteur privé, du gouvernement du Canada (par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et du Centre de recherches pour le développement international), des provinces et des universités canadiennes.

Ce programme est une plateforme de mobilité du talent à l'échelle mondiale qui bâtit un réseau dynamique constitué de milliers de jeunes chefs de file du Canada et du monde qui sont des étudiants universitaires de tous les niveaux et de chercheurs en début de carrière.

Ce réseau engendrera des retombées durables au pays et à l'étranger, par des échanges interculturels axés sur l'éducation internationale, la recherche et l'apprentissage intégré au travail.



Il faut aussi mettre en place des politiques réfléchies en matière d'immigration ainsi que des processus exemplaires afin d'attirer les meilleurs étudiants et chercheurs étrangers au Canada. Nous sommes ravis que le gouvernement fédéral reconnaisse l'importance de l'immigration pour l'innovation et la croissance inclusive, et une vision politique audacieuse dans ce domaine serait la bienvenue.

La demande des étudiants ne cesse de croître et de dépasser l'offre en ce qui concerne les expériences d'apprentissage intégré au travail, comme les programmes coopératifs, les stages, les projets de recherche et les programmes de mentorat. À l'heure actuelle, 55 pour cent des étudiants canadiens au premier cycle prennent part à ce type d'expériences. Selon une enquête réalisée en mars 2016 par le Conseil canadien des affaires auprès de 90 grands employeurs du secteur privé, les expériences d'apprentissage intégré au travail sont vues comme pertinentes et permettent aux étudiants d'acquérir les compétences générales nécessaires pour réussir sur le marché du travail.

Comme l'a souligné David McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada, dans un discours prononcé devant les membres d'Universités Canada le 27 avril 2016 :

« [...] L'apprentissage intégré au travail améliore aussi l'accès à l'équité économique pour les groupes minoritaires, particulièrement les Autochtones et les nouveaux Canadiens [...] c'est un égalisateur socioéconomique. Cette forme d'apprentissage permet aux étudiants de tous les milieux de se familiariser avec la manière dont fonctionne le Canada [...]. »

En collaboration avec des partenaires comme le Conseil canadien des affaires et la Chambre de commerce du Canada, nous préconisons de financer des mesures incitatives visant, d'une part, à multiplier les stages et les programmes coopératifs offerts aux étudiants universitaires de toutes les disciplines et, d'autre part, à lever les obstacles auxquels sont confrontées les petites et moyennes entreprises et les organisations à but non lucratif qui souhaitent offrir de telles possibilités aux étudiants. De plus, nous appuyons les revendications de la Table ronde de l'enseignement supérieur sur le commerce concernant l'accès à des expériences d'apprentissage intégré au travail pour tous les étudiants canadiens de niveau postsecondaire. Pour réaliser cet objectif et offrir aux étudiants la possibilité de bien démarrer leur carrière, les gouvernements, les universités et les employeurs doivent accroître leur collaboration et leurs efforts concertés.

Les universités se réjouissent à l'idée de collaborer avec le nouveau Conseil de l'information sur le marché du travail mis sur pied par le Forum des ministres du marché du travail pour faciliter l'accès à des renseignements à jour, fiables et complets sur le marché du travail et permettre aux étudiants, aux parents et aux éducateurs de prendre des décisions éclairées concernant les études et les perspectives d'emploi. En favorisant la collaboration entre le gouvernement et les intervenants, il ouvre la porte à des investissements stratégiques visant à améliorer la collecte, l'analyse, la diffusion et la prévision des données sur le marché du travail.



### **Universités Canada recommande au gouvernement fédéral :**

- de s'engager à investir pour doubler d'ici 2022 le nombre d'étudiants canadiens qui prennent part annuellement à un séjour d'études à l'étranger;
- d'investir dans de nouvelles mesures, comme des bons et des crédits d'impôt, pour inciter les secteurs privé et à but non lucratif à offrir un plus grand nombre de stages et de programmes coopératifs pour les étudiants universitaires de toutes les disciplines;
- d'élargir de rôle de Statistique Canada et d'augmenter les ressources affectées à la collecte, à l'analyse et à la diffusion des données sur le marché du travail afin de soutenir le nouveau mandat du Conseil de l'information sur le marché du travail.





---

## **Conclusion**

En recommandant des investissements stratégiques dans les gens et les idées, Universités Canada s'engage à collaborer avec le gouvernement fédéral, les entreprises d'ici, de même qu'avec les Canadiens et leurs collectivités pour contribuer à bâtir un Canada novateur, inclusif et prospère.

Nous sommes ravis de participer aux consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances de la Chambre des communes et nous comptons bien avoir l'occasion de comparaître devant le Comité dans le cadre de ses consultations prébudgétaires annuelles.